

d)  $IPC_{FC}$  est l'indice des prix à la consommation à la fin du mois au cours duquel est intervenu le financial close;

e)  $IPC_{Ref,y-1}$  est l'indice de référence des prix à la consommation pour l'année  $y-1$ , calculé comme suit:

$$IPC_{Ref,y-1} = IPC_{FC} \times (1 + 2\%)^{(m-FC)/12}$$

où  $m-FC$  est le nombre de mois écoulés entre le mois au cours duquel est intervenu le financial close et le dernier mois de l'année  $y-1$ ;

2° dans l'alinéa 4, la dernière phrase est complétée comme suit: "et est adapté annuellement selon la formule suivante:

$$\frac{SC_y}{SC_{FC}} = \frac{SC_{FC}}{SC_{FC}} \times \left[ [70]\% + [30]\% \times (1 + \max(0; IPC_{y-1} / IPC_{FC} - IPC_{Ref,y-1} / IPC_{FC})) \right]$$

où:

a)  $SC_y$  est la surcharge pour le câble applicable lors de l'année  $y$ , confirmée au plus tard le 15 janvier de l'année  $y$  par la commission à chaque titulaire d'une concession domaniale concerné;

b)  $SC_{FC}$  est la surcharge pour le câble déterminée par la commission au moment du financial close;

c)  $IPC_{y-1}$  est l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année  $y-1$ ;

d)  $IPC_{FC}$  est l'indice des prix à la consommation à la fin du mois au cours duquel est intervenu le financial close;

e)  $IPC_{Ref,y-1}$  est l'indice de référence des prix à la consommation pour l'année  $y-1$ , calculé comme suit:

$$IPC_{Ref,y-1} = IPC_{FC} \times (1 + 2\%)^{(m-FC)/12}$$

où  $m-FC$  est le nombre de mois écoulés entre le mois au cours duquel est intervenu le financial close et le dernier mois de l'année  $y-1$ .

**Art. 3.** La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Energie,  
T. VAN DER STRAETEN  
Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Chambre des représentants:  
(www.lachambre.be)

Documents : 55-3390 (2022/2023)

Compte rendu intégral : 13 juillet 2023

d)  $CPI_{FC}$  de consumptieprijsindex is aan het einde van de maand waarin de financial close plaatsvond;

e)  $CPI_{Ref,y-1}$  de referentie-index is van de consumptieprijzen voor het jaar  $y-1$ , die als volgt wordt berekend:

$$CPI_{Ref,y-1} = CPI_{FC} \times (1 + 2\%)^{(m-FC)/12}$$

waarbij  $m-FC$  het aantal maanden is tussen de maand waarin de financial close plaatsvond en de laatste maand van jaar  $y-1$ ;

2° in het vierde lid wordt de laatste zin aangevuld door wat volgt: "en wordt jaarlijks volgens de volgende formule aangepast:

$$\frac{KT_y}{KT_{FC}} = \frac{KT_{FC}}{KT_{FC}} \times \left[ [70]\% + [30]\% \times (1 + \max(0; CPI_{y-1} / CPI_{FC} - CPI_{Ref,y-1} / CPI_{FC})) \right]$$

waarbij:

a)  $KT_y$  de kabeltoeslag is die van toepassing is in het jaar  $y$ , bevestigd door de commissie uiterlijk op 15 januari van het jaar  $y$  aan iedere betrokken titularis van een domeinconcessie;

b)  $KT_{FC}$  de kabeltoeslag is die de commissie bepaalt op het tijdstip van de financial close;

c)  $CPI_{y-1}$  de consumptieprijsindex is voor december van het jaar  $y-1$ ;

d)  $CPI_{FC}$  de consumptieprijsindex is aan het einde van de maand waarin de financial close plaatsvond;

e)  $CPI_{Ref,y-1}$  de referentie-index is van de consumptieprijzen voor het jaar  $y-1$ , die als volgt wordt berekend:

$$CPI_{Ref,y-1} = CPI_{FC} \times (1 + 2\%)^{(m-FC)/12}$$

waarbij  $m-FC$  het aantal maanden is tussen de maand waarin de financial close plaatsvond en de laatste maand van jaar  $y-1$ .

**Art. 3.** Deze wet treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie,  
T. VAN DER STRAETEN  
Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :  
(www.dekamer.be)

Stukken : 55-3390 (2022/2023)

Integraal Verslag : 13 juli 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2023/44531]

31 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 avril 2021 fixant les paramètres avec lesquels le volume de la capacité à prévoir est déterminé, y compris leurs méthodes de calcul, et les autres paramètres nécessaires pour l'organisation des mises aux enchères, ainsi que la méthode pour et les conditions à l'octroi d'une dérogation individuelle à l'application du ou des plafond(s) de prix intermédiaire(s) dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 7undecies, § 11, alinéa 3 inséré par la loi du 30 mai 2023 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2023/44531]

31 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 april 2021 tot vaststelling van de parameters waarmee het volume aan te kopen capaciteit wordt bepaald, inclusief hun berekeningsmethode, en van de andere parameters die nodig zijn voor de organisatie van de veilingen, alsook de methode en voorwaarden tot het verkrijgen van individuele uitzonderingen op de toepassing van de intermediaire prijslimiet(en) in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 7undecies, § 11, derde lid ingevoegd door de wet van 30 mei 2023;

Vu l'arrêté royal du 28 avril 2021 fixant les paramètres avec lesquels le volume de la capacité à prévoir est déterminé, y compris leurs méthodes de calcul, et les autres paramètres nécessaires pour l'organisation des mises aux enchères, ainsi que la méthode pour et les conditions à l'octroi d'une dérogation individuelle à l'application du ou des plafond(s) de prix intermédiaire(s) dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité (ci-après : 'l'arrêté royal du 28 avril 2021');

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2023;

Vu l'accord du Secrétaire d'État au Budget, donné le 31 mai 2023;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation fait conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 73.838/3 du Conseil d'Etat, donné le 12 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la proposition du gestionnaire du réseau concernant les paramètres nécessaires pour l'organisation des mises aux enchères, c'est-à-dire les facteurs de réduction, le prix de référence, le ou les plafond(s) de prix intermédiaire(s) applicables à certaines capacités répondant à des critères spécifiques, et le prix d'exercice, y compris leurs méthodes de calcul, du 13 avril 2023, établie après consultation des acteurs du marché ;

Considérant l'avis (A)2540 de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz du 7 avril 2023;

Considérant la consultation des acteurs du marché organisée du 20 février 2023 jusqu'au 13 mars 2023 ;

Sur la proposition de la ministre de l'Energie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — Dispositions modificatives

**Article 1<sup>er</sup>.** . L'article 23 de l'arrêté royal du 28 avril 2021 fixant les paramètres avec lesquels le volume de la capacité à prévoir est déterminé, y compris leurs méthodes de calcul, et les autres paramètres nécessaires pour l'organisation des mises aux enchères, ainsi que la méthode pour et les conditions à l'octroi d'une dérogation individuelle à l'application du ou des plafond(s) de prix intermédiaire(s) dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité, est complété par le paragraphe 5bis, rédigé comme suit:

“ § 5bis. Les points de livraison de la technologie 'participation active de la demande', au sens de l'article 2, 112°, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, faisant partie d'unités de marché de capacité sont exemptées de l'obligation de remboursement du mécanisme de rémunération de capacité telle que prévue à l'article 7undecies, § 11, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, pour l'ensemble de la période de fourniture de capacité. ».

#### CHAPITRE 2 — Dispositions Finales

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* d'un avis constatant :

1° la notification de la décision de la Commission européenne selon laquelle la modification de l'aide existante contenues dans le présent arrêté, ne constituent pas une aide d'Etat incompatible au sens de l'article 107 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ou ;

2° l'expiration des délais visés l'article 4 du Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, de sorte que la modification de l'aide existante contenues dans le présent arrêté peut être appliquée.

Le ministre fait publier un tel avis au *Moniteur belge* au plus tard dix jours après réception de cette décision de la Commission européenne ou dans les dix jours suivant l'expiration du délai précité.

Gelet op het koninklijk besluit van 28 april 2021 tot vaststelling van de parameters waarmee het volume aan te kopen capaciteit wordt bepaald, inclusief hun berekeningsmethode, en van de andere parameters die nodig zijn voor de organisatie van de veilingen, alsook de methode en voorwaarden tot het verkrijgen van individuele uitzonderingen op de toepassing van de intermediaire prijslimiet(en) in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme (hierna: 'het koninklijk besluit van 28 april 2021');

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2023;

Gelet op het akkoord van de staatssecretaris van Begroting van 31 mei 2023;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies 73.838/3 van de Raad van State, gegeven op 12 juli 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het voorstel van de netbeheerder betreffende de parameters die nodig zijn voor de organisatie van de veilingen, d.w.z. de reductiefactoren, de referentieprij, de intermediaire prijslimiet(en) die van toepassing is/zijn op bepaalde capaciteiten die beantwoorden aan specifieke criteria, en de uitoefenprijs, inclusief hun berekeningsmethode, van 13 april 2023, bepaald na raadpleging van de marktdeelnemers;

Overwegende het advies (A)2540 van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas van 7 april 2023;

Overwegende de raadpleging van de marktdeelnemers georganiseerd van 20 februari 2023 tot en met 13 maart 2023;

Op voordracht van de Minister van Energie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK 1 — Wijzigingsbepalingen

**Artikel 1.** Artikel 23 van het koninklijk besluit van 28 april 2021 tot vaststelling van de parameters waarmee het volume aan te kopen capaciteit wordt bepaald, inclusief hun berekeningsmethode, en van de andere parameters die nodig zijn voor de organisatie van de veilingen, alsook de methode en voorwaarden tot het verkrijgen van individuele uitzonderingen op de toepassing van de intermediaire prijslimiet(en) in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme, wordt aangevuld met een paragraaf 5bis, luidende :

“ § 5bis. Actieve leveringspunten voor vraagrespon in de zin van artikel 2, 112°, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, die deel uitmaken van capaciteitsmarkteenheden zijn voor de gehele periode van capaciteitslevering vrijgesteld van de terugbetaalverplichting van het capaciteitsvergoedingsmechanisme als bedoeld in artikel 7undecies, § 11, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.”

#### HOOFDSTUK 2 — Slotbepalingen

**Art. 2.** Dit koninklijk besluit treedt in werking de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht waaruit het volgende blijkt :

1° de kennisgeving van de beslissing van de Europese Commissie dat de wijziging van bestaande steun vervat in dit besluit, geen onverenigbare steun uitmaken in de zin van artikel 107 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, of;

2° het verstrijken van de termijnen bedoeld in artikel 4 van de verordening (EU) 2015/1589 van de Raad van 13 juli 2015 tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, zodanig dat de wijziging van bestaande steun vervat in dit besluit, toegepast mogen worden.

De Minister doet een dergelijk bericht in het *Belgisch Staatsblad* publiceren uiterlijk tien dagen na ontvangst van die beslissing van de Europese Commissie dan wel binnen tien dagen na het verstrijken van die termijn.

**Art. 3.** Le ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 31 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Energie  
T. VAN DER STRAETEN

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 31 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Energie  
T. VAN DER STRAETEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2023/43447]

16 JUILLET 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 2017 concernant le transport de marchandises dangereuses de la classe 7 et transposant la Décision d'exécution (UE) 2021/1436 de la Commission du 31 août 2021 modifiant la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses afin d'autoriser certaines dérogations nationales et transposant la Directive déléguée (UE) 2022/2407 de la commission du 20 septembre 2022 modifiant les annexes de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'adaptation au progrès scientifique et technique

RAPPORT AU ROI

Sire,

Nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 octobre 2017 concernant le transport de marchandises dangereuses de la classe 7.

Article 1<sup>er</sup>

Le présent article procède à la transposition de la Décision d'exécution (UE) 2021/1436 de la Commission du 31 août 2021 modifiant la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses afin d'autoriser certaines dérogations nationales et la transposition de la Directive déléguée (UE) 2022/2407 de la commission du 20 septembre 2022 modifiant les annexes de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'adaptation au progrès scientifique et technique.

Art. 2

Cette disposition modifie l'article 1, 1<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 22 octobre 2017 concernant le transport de marchandises dangereuses de la classe 7.

Dans la liste des modifications de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 septembre 2008 relative au transport intérieur des marchandises dangereuses, la Décision d'exécution (UE) 2021/1436 de la Commission du 31 août 2021 modifiant la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses afin d'autoriser certaines dérogations nationales et la Directive déléguée (UE) 2022/2407 de la commission du 20 septembre 2022 modifiant les annexes de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'adaptation au progrès scientifique et technique sont ajoutées afin de préciser quelle version de la directive ADR s'applique aux dispositions de l'arrêté royal du 22 octobre 2017 concernant le transport de marchandises dangereuses de la classe 7.

Art. 3

Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Intérieur,  
A. VERLINDEN

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2023/43447]

16 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 2017 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7 en houdende de omzetting van het Uitvoeringsbesluit (EU) 2021/1436 van de Commissie van 31 augustus 2021 tot wijziging van Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land teneinde bepaalde nationale afwijkingen toe te staan en houdende de omzetting van gedelegeerde Richtlijn (EU) 2022/2407 van de commissie van 20 september 2022 tot aanpassing van de bijlagen bij Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad aan de wetenschappelijke en technische vooruitgang

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Wij hebben de eer ter ondertekening van Uwe Majesteit een koninklijk besluit voor te leggen tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 oktober 2017 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7.

Artikel 1

Dit artikel zet het Uitvoeringsbesluit (EU) 2021/1436 van de Commissie van 31 augustus 2021 tot wijziging van Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land teneinde bepaalde nationale afwijkingen toe te staan en gedelegeerde Richtlijn (EU) 2022/2407 van de commissie van 20 september 2022 tot aanpassing van de bijlagen bij Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad aan de wetenschappelijke en technische vooruitgang om.

Art. 2

Deze bepaling wijzigt artikel 1, 1<sup>o</sup> van het koninklijk besluit van 22 oktober 2017 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7.

In de opsomming van de wijzigingen van de richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 september 2008 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land worden het Uitvoeringsbesluit (EU) 2021/1436 van de Commissie van 31 augustus 2021 tot wijziging van Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over land teneinde bepaalde nationale afwijkingen toe te staan en gedelegeerde Richtlijn (EU) 2022/2407 van de commissie van 20 september 2022 tot aanpassing van de bijlagen bij Richtlijn 2008/68/EG van het Europees Parlement en de Raad aan de wetenschappelijke en technische vooruitgang toegevoegd om duidelijk te maken welke versie van de ADR-richtlijn van toepassing is op de bepalingen van het koninklijk besluit van 22 oktober 2017 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7.

Art. 3

Deze bepaling behoeft geen verdere toelichting.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse zaken,  
A. VERLINDEN